

ALLOCUTIONAAF

UNE AGRICULTURE EN RECOMPOSITION

Messieurs les Secrétaire et Trésorier perpétuels, Messieurs les Présidents, chères Consoeurs, chers Confrères, Mesdames et Messieurs.

Qu'est ce qu'un agriculteur aujourd'hui et quelles sont ses perspectives pour l'avenir ? Autour de ces deux interrogations, je vais tenter de vous décrire le paysage agricole, tel que je le vois et aussi tel que je l'imagine. Et d'abord, un constat : je regrette que les agriculteurs soient si peu nombreux dans notre compagnie. A peine 5 % en comptant les membres émérites et en congé provisoire. Je m'étonne aussi que les français aiment l'agriculture en général, mais beaucoup moins les agriculteurs pris à titre individuel ou collectif, surtout lorsqu'ils manifestent ou habitent à proximité. Aussi je souhaite dédier cette allocution de fin de présidence de l'Académie à tous les agriculteurs, petits ou grands, car, après tout, au travers des différents métiers que j'ai exercés, ce sont eux qui m'ont fait vivre et m'on fait aimer l'agriculture. Et c'est pourquoi je suis très heureux que l'un d'entre eux, Michel Prugue, ait accepté d'être notre invité cet après midi. Agriculteur et éleveur, il préside Maisadour, une coopérative polyvalente inscrite dans un territoire mais ouverte sur le monde.

En 1966, mon confrère journaliste, François Henri de Virieu décrivait ainsi les agriculteurs dans « La fin d'une agriculture, bilan de la Vème République » : « Voilà des hommes qui n'ont plus le poids politique qu'ils ont eu dans le passé, qui transforment des matériaux mis à leur disposition, plus qu'ils ne créent réellement de biens, qui n'inventent plus rien depuis longtemps mais dépendent de la recherche ou de l'imagination de généticiens, de chimistes où de directeurs de supermarchés »...Et il ajoutait : « La Vème République a essayé de mettre en place une politique agricole alors que le vrai problème était de définir une politique de l'économie alimentaire. Une agriculture puissante sans industrie alimentaire est un voilier sans mâture ». Près de cinquante ans après, ces propos sont toujours d'actualité, même si beaucoup de choses ont changé depuis dans la « ferme France ».

Le portrait social prospectif des agriculteurs tracé par le Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt dans la publication « Le monde agricole en tendance » fait le constat que le métier reste un des plus atypiques et complexes que l'on peut rencontrer dans toute la population active. Un métier qui reste, malgré tout, encore très familial. Dans le même temps la Société des Agriculteurs de France consacrait son cycle de réflexion 2011-2012 à la thématique « Agriculteur, quelle liberté d'entreprendre demain ? ». J'ai choisi de reprendre quelques éléments marquants de ces deux radioscopies du monde agricole, un monde encore majoritaire il y a moins d'un siècle et qui est devenu aujourd'hui, ultra minoritaire.

En premier lieu, les phénomènes d'urbanisation et de « rurbanisation » ont modifié le sens attribué à l'espace rural et les façons d'y vivre, avec l'émergence d'une agriculture périurbaine de plus en plus intégrée aux politiques des grandes agglomérations. Cette domination des populations urbaines s'accompagne d'une prise de conscience collective de l'impact des sociétés humaines sur la nature et face à la raréfaction des ressources, avec en particulier l'émergence de la revendication du bien-être animal. Ce que le sociologue René Le Guen appelle « l'écologisation de la vie économique et sociale ». D'où le constat que le monde agricole doit s'ouvrir aux aspirations de la société, s'en imprégner, alors que dans le passé, il était la base des valeurs de la société.

Parallèlement, on assiste ces dernières décennies à une segmentation, à une concentration des activités agricoles et en conséquence à leur inégale répartition sur tout le territoire. Les activités animales dominent dans le Grand Ouest et les productions végétales dans le grand Bassin parisien, avec pour effet une spécialisation des élevages et une simplification des assolements, une concentration des industries en amont et en aval, sans oublier l'action et le poids des grandes enseignes de la distribution. Mais on assiste également à un double mouvement dans les exploitations agricoles, les unes sur des systèmes de production très spécialisés avec une meilleure productivité du travail, les autres, parfois les mêmes, choisissant la diversification dans des activités de service allant du tourisme ou la production d'énergie au travail à façon en passant par la vente directe. Cette dernière a toujours existé dans les campagnes mais elle risque de se heurter à la tendance généralisée de normalisation, avec l'accentuation du processus d'industrialisation et de banalisation des produits alimentaires.

Les derniers chiffres des comptes de l'agriculture font apparaître de très grands écarts de revenus entre les différentes productions, au point qu'un récent éditorial du journal La France Agricole évoquait le risque d'une « végétalisation du territoire ». Ce risque de déprise des productions animales ne ferait pas forcément l'affaire des filières végétales qui les approvisionnent, d'où l'effort de solidarité financière engagé par les céréaliers ces derniers mois. Il reste beaucoup à faire pour améliorer la compétitivité des filières animales et se protéger face à la volatilité des prix pour les grandes cultures. L'agriculture vit désormais dans un contexte économique incertain et doit se préparer à une diminution des aides communautaire et de l'Etat. Ainsi, par exemple, si on se réfère à la politique d'aides à l'installation des jeunes agriculteurs, elle paraît à bout de souffle. Elle a été imaginée pour transmettre des exploitations à des fils d'agriculteurs qui représentent actuellement moins de la moitié des installations ou créations d'entreprises. Le métier attire maintenant des hommes et des femmes originaires d'autres milieux sociaux. Il se féminise avec près d'un tiers de femmes chefs d'exploitations. La prochaine Loi d'avenir de l'Agriculture et la future PAC devront prendre en compte ces évolutions.

Enfin les agriculteurs sont confrontés à une prolifération de normes, de réglementations internationales, européennes, franco-françaises qui sont souvent vécues comme une atteinte à la liberté d'entreprendre. François Henri de Virieu, déjà cité, disait aussi que : « tous les gouvernements qui se sont succédés ont été conduits à considérer que l'agriculture était avant tout un problème juridique, d'où une avalanche de textes de lois, règlements, circulaires... ». Le métier est devenu celui de gestionnaire, de manager afin d'optimiser le travail avec un recours croissant à de la main-d'œuvre salariée et pour mieux valoriser la production. D'où le fort développement du phénomène sociétaire en agriculture et des activités de conseils et d'accompagnement en lien avec le recours aux technologies de l'information et de la communication. Tout cela induit une nouvelle logique de coproduction de connaissances, selon Jean-Marie Séronie, en charge de la prospective chez CER France.

Pour le Centre d'études et de prospective du ministère de l'Agriculture, on assiste depuis 50 ans à une multitude de changements réguliers et continus sans véritable cassure au fil des années. Pas de brusque révolution mais un enchaînement d'évolutions au long cours, des mutations structurelles progressives. Pour Bertrand Hervieu, et cela n'est pas contradictoire, le monde agricole vit désormais une « vraie révolution », une situation de fin de cycle, l'aube d'une 7^{ème} révolution agricole selon notre confrère Michel Griffon. La matrice de l'exploitation familiale à 2 UTH en polyculture élevage a volé en éclats avec l'émergence du

profil de chef d'entreprise agricole. Autrement dit un métier comme un autre pour Laurent Klein, président de la SAF. Les agriculteurs vont devoir vivre plus qu'une évolution, une exigence de transformation et donc revoir en profondeur les bases mêmes de leur activité.

Ils sont, comme tout patron de PME, à la fois responsable de bureau d'études, directeur de production, gestionnaire, en charge des relations humaines, du marketing et de la communication. Hugues de Jouvenel faisait état, lors de la présentation du prochain SIMA, du caractère hyper moderne de l'agriculture, avec de plus en plus de tertiaire intégré en citant les recherches de plus en plus avancées sur le vivant en génomique, post génomique, génie génétique... dans les processus de production. Mais force est de constater qu'on assiste actuellement à un palier de productivité malgré l'apport de l'informatique du champ jusqu'au bureau de l'exploitant. Un constat général que faisait Bertrand Collomb, membre de l'Institut et président d'honneur de Lafarge devant l'Académie des Technologies en soulignant le fait que les Allemands sont plus forts que nous dans les innovations d'amélioration (comme les machines outils et agricoles) et les Américains dans les innovations de rupture comme l'électronique, les OGM ou de gaz de schiste. L'autre défi à relever selon l'américain Jeremy Rifkin sera celui de la « deuxième révolution industrielle en train de mourir ». Les conditions sont réunies, selon lui, pour enclencher la 3^{ème} révolution industrielle, avec l'essor de « l'écoconception » ou de la « bioéconomie » et l'organisation par exemple des flux et stocks d'énergie et de matières premières à l'échelon d'un territoire. C'est ce que nous avons découvert, il y a quelques semaines, à l'occasion de la visite de la bioraffinerie de Pomacle en Champagne organisée pour l'Académie.

Pour gagner cette bataille de la compétitivité, il va falloir augmenter la capacité de résistance financière des entreprises agricoles avec le développement de systèmes assuranciers et au travers de la fiscalité ; être en capacité de transmettre des outils de production de plus en plus importants ; augmenter les compétences par la formation permanente ; nouer des alliances en regroupant les moyens et les savoirs faire ; maîtriser et intégrer les réglementations dans la conduite des entreprises ; gérer les capitaux air, eau, sol et biodiversité ; enfin mettre en place une économie contractuelle équilibrée dans les filières en mettant à plat les chaînes de valeur, mais aussi la rémunération des biens publics...avec en arrière plan le côté patrimonial de la dévolution du sol si on veut éviter le retour à une certaine forme de féodalité. Les agriculteurs, éleveurs, sylviculteurs vont devoir se construire une nouvelle identité professionnelle, mieux communiquer sur leurs itinéraires de production et la qualité des produits et services au profit de la société. Cela suppose une plus forte implication dans les démarches territoriales et de filières appuyées sur de l'audit, des contrôles et du marketing. Autrement dit, rendre plus visibles et plus transparents tous les éléments de la chaîne de production et de mise en marché jusqu'au recyclage en fin de vie des produits alimentaires dont plus du tiers en volume est actuellement non consommé.

Pendant des siècles être un agriculteur était un « état », une condition, le socle des sociétés humaines. C'est devenu progressivement un métier, avec un positionnement particulier dans l'économie moderne compte tenu de ses spécificités. Demain, son statut pourrait changer à cause des différentes fonctions que la société va lui demander d'assurer : celle de sentinelle de la terre en produisant autrement et d'alerte épidémiologique ; celle d'expérimentateur afin de tester les nouvelles technologies du vivant ; celle de passeur de savoirs faire et d'informations sur la qualité nutritionnelle et environnementale des produits mis sur le marché ce qu'ils font déjà dans certaines grandes surfaces ; celle de gestionnaire d'un territoire apportant une qualité de vie à ses concitoyens, enfin celle de comptable des équilibres naturels et de la biodiversité. Je souhaite bonne chance aux chercheurs, aux dirigeants professionnels et au

monde politique auxquels échoit cette responsabilité, pour mettre en musique cette « recomposition » de l'agriculture, sans trop d'entraves, ce qui reviendrait à décourager toute initiative innovante et la rendrait forcément inefficace.

Jean-François COLOMER